

LE CŒUR ET LA RAISON

Le Bulletin d'information du Réseau Éducation Sans Frontières 63



Le Réseau Éducation Sans Frontières 63 est un collectif qui réunit des militant.e.s et des citoyen.ne.s qui œuvrent autour d'une revendication claire et fondamentale UN TOIT, UNE ÉCOLE, DES PAPIERS POUR TOUTES ET TOUS.



INFORMATIONS PRATIQUES



Réseau Éducation Sans Frontières
63, Centre Jean Richepin, 21 rue
Jean Richepin 63 000 Clermont-
Ferrand.



resf63@free.fr
amis.resf63@laposte.net



RESF 63



#RESF63



RESF_63

- **Réunions du RESF 63** ouvertes à toutes et tous les lundis à 18h au centre Jean-Richepin.
- **Permanences d'aide juridique aux personnes migrantes** de la CIMADE 63 les mercredis matin rue Marmontel à Clermont-Ferrand.

Contre l'immigration jetable et pour une politique migratoire d'accueil

Appel UCIF

Le nouveau projet de loi asile et immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des personnes migrantes. Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et des interdictions de retour sur le territoire français (IRTF), dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de centres et locaux de rétention administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les personnes migrantes sont déshumanisées et considérées uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension".

Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreuses personnes étrangères, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique...



Lire la suite en Page 2

Les droits sont de plus en plus bafoués

Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des personnes étrangères sont de plus en plus précarisés.

Nous appelons à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les personnes étrangères en France sont considérées comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.

Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir. Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire dans les prochaines semaines. Des rassemblements se sont déroulés le 1er février devant de nombreuses préfectures. Des initiatives se construisent dans de nombreuses villes avec l'idée d'organiser une journée nationale de mobilisation durant le mois de mars.



Ouvrez les guichets. Arrêtez la fabrique de sans-papiers. Régularisez !

Communiqué du GISTI

La dématérialisation systématique des rendez-vous en préfecture, sans réelle alternative humaine à ce tout informatique malgré le décret du Conseil d'État du 3 juin 2022, engendre des blocages et un empêchement de fait d'accéder au service public.

Rien n'est fait pour faciliter l'accès à ces procédures. Il est impossible de communiquer avec les préfectures, alors que les sites sont souvent confus et difficiles d'accès, et que de nombreux dysfonctionnements sont avérés. Quant aux tentatives de demande d'explication par le biais des adresses mails indiquées, la seule réponse à attendre est un courrier type qui ne tient aucun compte de la question posée. De plus, la dématérialisation progressive de toutes les procédures via la plateforme de l'Administration Numérique des Étrangers en France (ANEF), loin de simplifier l'accès aux droits et le traitement des dossiers, ne fait qu'aggraver la situation.

Arrêtez la fabrique de sans-papiers

Les délais de traitement des dossiers sont inacceptables. Plusieurs mois pour un premier rendez-vous pour déposer un dossier, et davantage pour avoir une réponse. De même, quand il s'agit de renouveler un titre de séjour, les délais d'instruction sont tels que les titres arrivent à expiration avant délivrance du nouveau titre. Les personnes deviennent alors sans-papiers, perdant leur travail et leurs droits sociaux.

En particulier, nous alertons sur la situation des jeunes mineurs devenus majeurs qui doivent renoncer à des stages en alternance, faute d'avoir reçu leur carte de séjour à temps ; ou encore les malades qui ne parviennent pas à poursuivre des soins urgents.

Régularisez !

Pendant ce temps, les OQTF et IRTF pleuvent de plus en plus, maintenant les personnes en situation irrégulière, multipliant l'enfermement dans les centres de rétention et favorisant le travail illégal de centaines de personnes exploitées dans des métiers en tension comme la restauration ou le bâtiment, à l'exemple de ce que dénoncent les inspecteurs du travail sur les chantiers du Grand Paris ou des Jeux olympiques.

Exigeons de réelles alternatives à la dématérialisation, un accueil digne et un traitement humain des personnes et plus largement une politique d'élargissement des voies de régularisation.

Mise au point demandée par l'association Collectifcitoyen 63 suite au texte sur les Mineurs isolés paru dans Le Cœur et la Raison n°3, journal du RESF 63, janvier 2023.

Les propos tenus, le ton, les raccourcis n'engagent que RESF, et le Collectifcitoyen 63 se désolidarise de ces écrits. Le rapprochement des encarts est trompeur et nuit au travail engagé par le Collectifcitoyen 63.

Droit de réponse

UNE ACTUALITÉ MÉCONNUE :

Le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme accompagne le Collectifcitoyen 63 sur un projet d'hébergement temporaire à titre expérimental pour les majeurs en recours juridique aux côtés de la DDETS et de la Mairie de Clermont-Ferrand.

Le flux migratoire est reparti à la hausse nationalement et la circulaire de 2013 du garde des sceaux Mme Christiane Taubira, complétée depuis, met des jeunes étrangers à la rue après une évaluation de leur minorité par les services internes des conseils départementaux ou par une association choisie par eux.

L'association Collectifcitoyen 63 a donc fait des choix d'orientation citoyens et d'actes quotidiens dans les rues de Clermont-Ferrand et sur le squat 5* auprès de cette population. Elle est née d'un engagement citoyen fort et divers : des citoyens mobilisés sans lien associatif, des bénévoles d'associations, d'institutions, de réseaux de santé, sociaux, scolaires, éducatifs, d'entreprises, qui se mobilisent de façons différentes autour des jeunes isolés étrangers à la rue.

Depuis sa création en 2019, mais active dès 2017 et reconnue d'intérêt général en 2022, l'association:

- Alerte sur ces jeunes vulnérables qui deviennent invisibles lorsqu'ils sont remis à la rue mais qui souhaitent exercer un droit français et engager un recours juridique pour faire reconnaître leur minorité auprès d'un Juge des Enfants.
- Se positionne dans une démarche de rassemblement de compétences et de prérogatives des acteurs institutionnels et associatifs au service de ces jeunes majeurs en recours juridique pour anticiper des solutions et relever les défis de demain.
- Affiche son caractère laïque et affirme ainsi son souhait d'œuvrer pour une construction visant le respect des personnes, l'autonomie de ces jeunes, dictée par la connaissance et leurs choix de vie.
- Accompagne ces jeunes majeurs en recours en assurant une gestion de l'urgence qui nécessite l'anticipation et la structuration des réseaux dans un souci d'efficacité mais qui ne peut durer indéfiniment.
- Se positionne comme une nouvelle association aux côtés d'autres investies depuis longtemps sur les MNA.
- Est un interlocuteur des pouvoirs publics face à qui elle argumente sur le fait qu'une nécessaire alternative à la rue est possible pour ces jeunes en attente de jugement.
- Affirme que la recherche de solutions sur la migration est à inventer ensemble dans un contexte politique complexe et une saturation des dispositifs publics et sociaux. L'indifférence du Conseil Départemental et des institutions Mairie et Préfecture, sur les majeurs en recours juridique n'est plus d'actualité et le travail en cours depuis plusieurs mois est réel. Des défis sur la migration sont à relever et ils pourraient être dépassés grâce aux évolutions nées du dialogue et des travaux entre les institutions et la société civile.
- Propose de créer une structure pérenne institutionnelle d'accueil temporaire pour ces jeunes majeurs en attente de reconnaissance juridique de minorité. Un hébergement et un accompagnement de type Centre d'Hébergement d'Urgence au sein d'un projet expérimental est aujourd'hui travaillé conjointement avec la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, le Conseil Départemental, la Métropole et la Ville de Clermont-Ferrand.

Ailleurs, quelques Centres d'hébergement pour jeunes en recours sont nés (Paris, Lyon...) et nous sommes au travail avec eux. Ici aussi dans le Puy de Dôme, une démarche volontariste débutée depuis cinq ans, et effective aujourd'hui, est engagée par le Conseil départemental 63, les deux autres acteurs institutionnels, Mairie et DDETS, et le Collectifcitoyen 63.

Clermont-Ferrand le 01/02/2023

Pour le Collectifcitoyen 63,
son Bureau,
Annie Llombart, Luce Dossat,
Françoise Catinaud, Claude Solodki



Familles menacées d'expulsion : la résistance et la solidarité s'organisent !

Luttes

Dans la droite ligne de la circulaire Darmanin, les OQTF et menaces d'expulsions se multiplient dans le Puy-de-Dôme. Ainsi, de plus en plus de familles sont contraintes de se cacher pour ne pas se faire arrêter sur le chemin de l'école. Face à cette répression aveugle et inique, la résistance et la solidarité s'organisent.

Pour ne pas laisser s'installer le silence sur ces pratiques honteuses, le RESF63 appelle à construire partout, dans les écoles, les collèges, les lycées, des mouvements de solidarité et de lutte.



N'hésitez pas à nous contacter pour organiser une mobilisation dans votre établissement

Recherche de professeur.e.s bénévoles.

Vie du réseau

Nous donnons des cours à des mineurs isolés non scolarisés (MNA). Il nous manque des professeur.e.s bénévoles,

- d'une part pour un groupe de mineurs isolés francophones qui sont de bons lecteurs et ont besoin de plus de cours de français, de maths ou d'autres disciplines pour préparer leur scolarisation en classe de CAP,
- d'autre part pour un mineur isolé francophone mais analphabète.

Dans les deux cas, les personnes qui voudraient donner des cours seraient accueillies et conseillées par celles qui en donnent déjà. Il y a plusieurs lieux de cours et plusieurs horaires possibles en fonction des préférences de chacun.



Pour + d'infos merci de contacter sophiegremllet@live.fr

Français.e.s, immigré.e.s Même Macron même combat !

Mobilisation

Toutes et tous ensemble

Face à Macron et au gouvernement, notre force c'est notre nombre et notre unité. Français.e.s, étranger.e.s, nous sommes toutes et tous concerné.e.s par la lutte contre les retraites. Cette unité sera d'autant plus forte si elle se construit aussi contre la criminalisation des étranger.e.s qui est la base de la loi Darmanin.

Une même logique

Le gouvernement veut obliger les seniors, les chômeuses et les chômeurs, les sans-papiers à travailler aux conditions les plus dégradées imposées par les patrons. Voilà la logique commune des lois retraites, chômage et immigration.

Inhumanité ou Solidarité

Retraites, logement, chômage, immigration : le gouvernement veut la mise en concurrence généralisée, casser les solidarités, nous atomiser. Criminaliser les pauvres, les Sans-Papiers, les manifestant.e.s.

Arrêtons cette machine de mort qui n'a rien à voir avec nos besoins, notre réalité !



Le RESF 63 présent à la Manifestation unitaire pour les retraites du 19 janvier 2023 à Clermont-Ferrand

Unité !

LE RESF 63
PRÉSENT DANS LA
MOBILISATION UNITAIRE
POUR LES RETRAITES